ORDONNANCE n° 015
du 1^{er}/01/2024

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY

TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AFFAIRE :

Le juge des référés, statuant en matière d'exécution à l'audience publique du premier janvier deux mille vingt quatre, tenue au palais du tribunal de commerce de Niamey par Monsieur *Souley Moussa*, président, avec l'assistance de Maître *Abdou Djika Nafissa*, greffière, a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

Entreprise Oumarou Moussa
(SCP DMBG)

ENTRE :

C/

Exco-FCA-Fiduciaire SARL
(SCPA Mandela)

Entreprise Oumarou Moussa : entreprise individuelle, ayant son siège social à Niamey, quartier Nord Faisceau, RCCM-NI-NIM-2005-M0158, NIF : 7650/RBP : 12518 Niamey, Tél : (+227) 90950676, représentée par son promoteur Monsieur Moussa Boukari Oumarou, né le 17-12-1960 à Niamey, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey au quartier Banifandou 2, assistée de la SCP DMBG, Avocats associés, Village de la Francophonie les tôles bleues, immeuble GM8, BP : 2398 Niamey, Tel : (+227)20321192, en l'étude de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites;

PRESENTS :

Demanderesse, d'une part ;

Président :
SOULEY MOUSSA

ET

Greffière :
Me Abdou Djika
Nafissa

Exco-FCA-Fiduciaire Conseil et Audit SARL : société à responsabilité limitée, au capital de 25.000.000.000 F CFA, ayant son siège social à Niamey, 61 rue des Sorghos, RCCM-NI-NIM-2003-B-181, NIF : 1460, agissant par l'organe de son gérant Monsieur Nouhou Tari, assistée de la SCPA Mandela, avocats associés, 468 Boulevard des Zarmkoy, BP :12.040, Tél : (+227) 20 75 50 91/20 75 55 83 au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défenderesse, d'autre part ;

Par exploit en date du treize décembre deux mille vingt quatre de Maître Abdou Chaïbou, huissier de justice près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey, l'Entreprise Oumarou Moussa a assigné la société Exco-Fiduciaire Conseil et Audit SARLU devant le président du tribunal de

commerce de Niamey, juge de l'exécution, en contestation de saisie conservatoire de biens meubles corporels à l'effet de voir :

- Déclarer son action fondée ;
- Déclarer nul et de nul effet le procès-verbal de saisie conservatoire en date du 24 novembre 2023 ;
- Rétracter l'ordonnance n° 251 du 31 octobre 2023 ;
- Ordonner, en conséquence, mainlevée de ladite saisie sous astreinte de 1.000.000.000 F CFA par jour de retard;
- Condamner aux entiers dépens.

SUR LES FAITS

La requérante expose par la voix de son conseil que Exco-FCA-Fiduciaire Conseil et Audit SARL a pratiqué une saisie conservatoire de biens meubles corporels contre elle suivant procès-verbal en date du 24 novembre 2023 en exécution de l'ordonnance n° 251 du 31 décembre 2023. Elle prétend que le procès-verbal de saisie et viole les dispositions de l'article 64 de l'acte uniforme sur les procédures simplifiées de recouvrement et voies d'exécution (AU/PSR/VE) et que la saisie est pratiquées en violation des dispositions des articles et du même acte uniforme. Elle sollicite l'entier bénéfice de son assignation.

Répliquant par le biais de son conseil, la requise relate qu'elle a exécuté des prestations pour le compte de l'Entreprise Oumarou Moussa dont ce dernier est promoteur. Pour recouvrer sa créance, elle a obtenu la condamnation de l'entreprise à lui payer la somme de 35.705.878 F CFA par jugement commercial n° 93 du 3 mai 2023. En exécution de ce jugement, elle a pratiqué une saisie conservatoire de biens meubles corporels appartenant à Oumarou Moussa. Elle soulève, in limine liti, l'irrecevabilité de l'action de la requérante. Elle soutient, d'une part, que la requérante étant une entreprise individuelle est dépourvue de personnalité juridique. Elle ne peut, donc, valablement l'assigner en vertu des dispositions de l'article 13 du code de procédure civile qui exige de tout plaideur la jouissance du droit d'agir. D'autre part, elle fait remarquer que la saisie attaquée est pratiquée sur les biens meubles corporels de Oumarou Moussa, promoteur de l'entreprise, et non sur ceux de l'entreprise elle-même. Elle demande au tribunal de déclarer l'action de la requérante irrecevable. Elle soutient que la demande de l'Entreprise Oumarou Moussa est mal fondée car la saisie conservatoire et le procès-verbal subséquent sont bons et valables. Elle demande, à titre reconventionnel, d'ordonner la continuation des poursuites et d'assortir la décision à intervenir de l'exécution provisoire.

Réagissant, la requérante explique par ses conclusions en date du 22 janvier 2024 a intérêt et qualité pour agir dès lors que la présente action tire son origine dans le procès-verbal signé entre elle et la requise. Surtout que la saisie conservatoire a été pratiquée sur ses biens meubles corporels. Elle ajoute que le jugement commercial n° 93 du 3 mai 2023 a déjà tranché la question de

recevabilité à leur sujet en recevant son action en opposition à l'ordonnance d'injonction de payer.

Rebondissant, la requise réitère l'essentiel de son argumentaire.

Sur ce

En la forme

Sur l'irrecevabilité

Attendu Exco-FCA-Fiduciaire Conseil et Audit soutient que l'action en cours est irrecevable pour défaut de personnalité juridique de la requérante ; Que, par contre, cette dernière soutient sa recevabilité aux motifs qu'elle y a intérêt et qualité et que la question est déjà tranchée par un précédent jugement ayant opposé les parties au fond ;

Attendu, tout d'abord, que par rapport à l'intérêt et à la qualité elles sont des conditions de recevabilité de l'action cumulativement avec le droit d'agir ; Que ces conditions ne sont pas interchangeables et ne peuvent ni se supplanter ni se substituer ; Que même si la requise justifie d'un intérêt et d'une qualité il n'en demeure pas moins qu'elle doit jouir du droit d'agir découlant de sa personnalité juridique ;

Attendu, ensuite, que par rapport au jugement n° 93 du 3 mai 2023 il concerne une précédente procédure ayant opposé les parties au fond ; Que la présente procédure est distinct et autonome ; Que l'Entreprise Oumarou Moussa doit prouver son droit d'agir pour y faire prévaloir ses prétentions ;

Attendu, enfin, que par rapport à la personnalité juridique l'article 59 de l'acte uniforme sur le droit commercial général (AU/DCG) prévoit la présomption de qualité de commerçant à toute personne immatriculée au RCCM ; Que selon l'article 98 de l'acte uniforme sur les sociétés commerciales et groupement d'intérêt économique (AU/SC/GIE) l'immatriculation au RCCM confère à la société commerciale la personnalité juridique ;

Attendu, d'une part, que la requérante ne répond à aucune des formes sociales spécifiées à l'article 6 de l'AU/SC/GIE ; Que l'inscription au RCCM produite au dossier concerne plutôt son promoteur ; Qu'elle ne peut, dès lors se prévaloir ni de la qualité de commerçant ni de la personnalité juridique en lieu et place de son promoteur ; Qu'elle ne dispose pas, ainsi, du droit d'agir ;

Attendu qu'il y a lieu de déclarer irrecevable l'action de l'Entrprise Oumarou Moussa en conséquence de ce que développé ci-haut ;

Sur les dépens

Attendu que la requérante a saisi la juridiction de céans d'une action déclarée irrecevable ; Qu'il y a lieu de la condamner aux entiers dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement et en premier ressort ;

- ✓ Déclare irrecevable l'action de l'Entreprise Oumarou Moussa pour défaut de personnalité juridique ;
- ✓ La condamne aux entiers dépens ;

Avisé les parties qu'elles disposent du délai de quinze (15) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte d'appel au greffe du tribunal de céans.

Ainsi fait et jugé le jour, an et mois que dessus.

Ont signé :

Le président

La greffière

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 19/03/2024

LE GREFFIER EN CHEF